

Lauragais Infos

VOIX DU MIDI

26, rue Thérèse de Montaugé
31 200 Toulouse
Tél. : 05 61 99 44 47 - Fax : 05 61 63 72 25
E-mail : redaction@voixdumidi.fr
Éditeur : Pascal Pallas

Société éditrice :
SOCIÉTÉ D'ÉDITION DE LA PRESSE
RÉGIONALE (SEPR)
Siège social : 28, rue Thérèse de Montaugé
31007 TOULOUSE Cedex 2
SA au capital de 357 500 €

Principal actionnaire :
PRESSE RÉGIONALE

Directeur de publication :
Francis GAUNAND

Directeur délégué :
Philippe DUCEPT

Président :
Francis GAUNAND

Impression : IMPRAM 22140 CAVAN



Imprimé sur du papier produit en France à partir de 75 à 100 % de fibres recyclées. Une part de ce papier fournie par UPM sous le numéro F157001 est porteur de l'écolabel européen. Certifié par ISO 14001.

**Publicité locale, régionale
et petites annonces**

Tél. 06 22 93 44 88
e-mail : publicite@hebδος.com
www.hebδος.com
Directeur de publicité :
Anthony COUANT

Par arrêté préfectoral, journal habilité à publier
les annonces judiciaires et légales sur le département
(ou arrondissement) : Haute-Garonne

Prix : 1,40 €
Abonnement 1 an : 66,80 €

ISSN 1766-6856
Commission paritaire n° 0119 C 84217

Dépôt légal - Reproduction intégrale ou partielle
de la présente publication interdite - loi du 11/03/57 -
sans autorisation de l'éditeur

TRIBUNE. « Violence conjugale et autres violences »

Une fois par mois, Maurice Teisseyre, ancien adjoint au maire de Mauremont, nous fait partager son regard sur l'actualité.



Maurice Teisseyre.

« Les hommes sont si bêtes qu'une violence répétée finit par leur paraître un droit. » Cette pensée du XVIII^e siècle du philosophe Helvétius qui a collaboré à *L'Encyclopédie* avec Diderot me semble toujours d'actualité. Tout à coup, on s'aperçoit que dans ce soi-disant « nouveau monde » il y a beaucoup trop de violence.

On va la retrouver au quotidien sur la route, dans la rue, à l'école, sur les terrains de sport, sur les parkings, dans les transports en commun et maintenant contre les élus et cette liste bien sûr n'est pas exhaustive.

Mais la violence existe depuis la nuit des temps. On peut remonter à la genèse. Cain tua Abel par jalousie. Cette jalousie est née de l'opposition entre deux styles de vie. C'est l'agriculteur sédentaire et cupide, jaloux du frère pasteur, vagabond et généreux, qui va provoquer le drame fratricide.

Ainsi donc, la violence est le résultat de la jalousie qui va se transformer en haine. La jalousie peut s'installer dans le couple, souvent à cause de la réussite du ou de la partenaire. Réussite professionnelle ou réussite artistique, cette jalousie peut devenir avec le temps malade... Mais la nouvelle société fabrique aussi des conflits dont les causes sont multiples.

La vie au quotidien devient de plus en plus difficile et compliquée. Le chômage, la dureté dans le travail, le stress permanent - je pense ici aux infirmières des hôpitaux -, l'incertitude de l'avenir, la vie chère, le pouvoir d'achat en baisse... Tout cela entraîne souvent des problèmes dans le budget familial et bien sûr des conflits dans le ménage. La mésestimation dans le couple va parfois entraîner l'un des partenaires à se réfugier dans l'alcool et même des stupéfiants. Alors là, le drame devient inévitable... D'où la violence conjugale que l'on entend tous les jours aux actualités. L'homme s'est toujours considéré supérieur à la femme. Le machisme séculaire basé sur la domination masculine a été entretenu par les religions dominantes. Je préfère ne pas les citer, car je pense que j'en oublierais.

Mais la violence entraîne toujours la violence. Cette violence, on la retrouve dans les luttes sociales, les manifestations qui dégénèrent, avec des réponses souvent inadéquates qui aggravent la situation. Nous rentrons à ce moment-là dans un cercle infernal. Cette violence traduit le grave malaise de notre société, le mal-être contagieux et dangereux. La violence gratuite, la violence pour la violence... Je pense au film *Orange Mécanique* qui pour moi est une horreur cinématographique. Nous avons là, l'image de la schizophrénie humaine. Mais restons optimistes et souhaitons que nous sommes dans un mauvais passage de ce début de siècle et que notre monde en feu puisse retrouver le calme et la sérénité sur notre vieille planète Terre.

Maurice Teisseyre, ancien adjoint au maire de Mauremont (Lauragais, France, Terre).

FINANCES PUBLIQUES. Hugues Perrin face aux élus de Terres du Lauragais

Mardi 17 septembre, le directeur régional des Finances publiques, Hugues Perrin, est allé à la rencontre des élus de Terres du Lauragais réunis en conseil communautaire.

Opposés depuis plusieurs semaines au projet de réorganisation des services des finances publiques qui doit se traduire notamment par la fermeture de plusieurs trésoreries de pleine compétence et leur remplacement par des points d'accueil de proximité, les élus de Terres du Lauragais ont reçu la visite d'Hugues Perrin, le directeur des Finances publiques en Occitanie, en ouverture du conseil communautaire du mardi 17 septembre. Durant plus d'une heure, ce dernier a tenté de convaincre les élus du bien-fondé de la réforme pilotée par le ministère de l'Action et des comptes publics. Mais les arguments avancés n'ont pas semblé faire mouche...

Hugues Perrin a martelé la volonté de la DGFIP de « rapprocher l'usager des services fiscaux » grâce au déploiement de ces points d'accueil de proximité. « Prenons l'exemple de ma grand-mère qui habite à Revel et qui a un problème d'assiette fiscale. Aujourd'hui, elle doit se rendre à Toulouse - Ranguel si elle veut obtenir une réponse sur le fond. Demain, elle pourra obtenir une réponse dans les points d'accueil qui verront le jour dans chacun des bassins de vie et pour caricaturer un peu, l'accueil de l'usager ne se fera plus debout en cinq minutes mais assis avec un véritable traitement sur place de leur demande. Donc quand on dit que l'on va s'éloigner de l'usager, c'est faux ! Au contraire, on s'en rapproche ! Et on ne ferme pas des trésoreries, on transforme l'accueil pour y mettre des moyens qui seront adaptés aux attentes des usagers », a insisté à plusieurs reprises le directeur des Finances publiques en Occitanie.

Plusieurs élus expriment leur colère

Des arguments qui se heurtent à la colère de plusieurs élus présents dans la salle. « La proximité, c'est aussi d'avoir un service ouvert tous les jours », lui lançait tout d'abord Sophie Adroit, adjointe au maire de



Hugues Perrin, le directeur de la DRFIP, lors de son oral devant les élus de Terres du Lauragais.

Cambar et vice-présidente de Terres du Lauragais. Une première intervention qui allait en appeler de nombreuses autres de la part d'élus inquiets de voir ces permanences en point d'accueil être tenues de façon très sporadique au fil du temps.

Plusieurs élus s'offusquaient aussi d'une nouvelle attaque portée contre la présence des services publics en milieu rural et craignaient un nouveau transfert à venir d'un service de l'État vers les collectivités locales. « Petit à petit, on a vu l'État réduire sa présence dans nos campagnes et se décharger de ses responsabilités vers les collectivités... C'est le cas pour La Poste avec le passage de certains bureaux en agences postales communales ou encore pour les actes d'urbanisme dont le traitement a été délégué par l'État aux collectivités... Nous subissons dans nos collectivités locales toutes ces décisions prises par les derniers gouvernements qui se sont succédé. Et aujourd'hui, c'est la restructuration des services du Trésor public alors même qu'il s'agit d'un des piliers et fondements auxquels il ne faudrait pas toucher. Tout simplement car nous gérons de l'argent public et qu'il doit y avoir à mon sens une totale transparence en la matière. Et celle-ci est justement préservée par la présence dans les trésoreries de personnels compétents

avec lesquels nous sommes en contact. Je ne peux donc pas voir cette restructuration sans imaginer que tôt ou tard ce sont une nouvelle fois les collectivités qui seront saisies de cette restructuration. Ce plan Darmanin, j'y suis donc opposé et je continuerai à m'y opposer », s'emportait Christian Portet, le président de Terres du Lauragais.

Chahuté par plusieurs élus présents dans la salle, Hugues Perrin l'a également été par les représentants du personnel des trésoreries du secteur et de l'intersyndicale présents dans la salle et invités à prendre la parole par le président Portet. « Quand vous prenez l'exemple de votre grand-mère de Revel qui ne devra plus se déplacer à Ranguel, sachez qu'il y a eu dans ce département de la Haute-Garonne une expérimentation mise en place dès 2007 autour des compétences croisées et qui a depuis été généralisée sur tout le territoire avec la mise en place du guichet fiscal unique. Aujourd'hui, un agent des finances publiques peut donc prendre la question de l'usager et la transmettre au service compétent et ce dernier n'a donc déjà plus besoin de se déplacer jusqu'à Toulouse - Ranguel », faisait ainsi remarquer Françoise Beaudoin, agent des finances publiques en poste à la trésorerie de Caraman.

Si chaque partie campait donc sur ses positions, cet échange aura toutefois été marqué par deux annonces délivrées par le directeur régional des Finances publiques. Ce dernier indiquait en effet que le projet visant à transférer vers Castanet-Tolosan la gestion des budgets de l'ensemble des collectivités de Terres du Lauragais avait finalement été revu : « On a changé

d'avis et après avoir consulté et écouté, on s'est dit que la trésorerie de Revel était finalement mieux placée pour que l'on y déplace la gestion des comptes des collectivités. La trésorerie de Castanet-Tolosan se spécialiserait donc plutôt dans la gestion des Ehpad (rôle qui était dévolu à Revel dans le premier schéma qui avait été présenté, NDLR). Et Villefranche-de-Lauragais resterait spécialisée dans la gestion des budgets de l'eau et l'assainissement et à terme l'électricité. » Une annonce accueillie très froidement dans la salle...

Pas de fermeture au 1^{er} janvier 2020

Hugues Perrin s'est ensuite prononcé sur le sort réservé aux trésoreries de Caraman et Bazilège menacées de fermeture dès le 1^{er} janvier 2020. « Il n'a jamais été question de fermer les trésoreries de Bazilège et Caraman au 1^{er} janvier 2020. Ou alors les syndicats ont des informations que je n'ai pas... Moi, ce que je peux vous assurer et il est important de le dire et de le répéter, c'est qu'il n'est pas prévu de fermeture de trésorerie à Caraman ou ailleurs en Haute-Garonne au 1^{er} janvier 2020. »

Après ces dernières précisions, Christian Portet décidait de mettre fin au débat en demandant aux élus de se prononcer à nouveau sur la motion prise par le conseil communautaire, en juillet dernier, en soutien à l'action menée par les représentants syndicaux des personnels des finances publiques. Sans surprise au regard des échanges ayant précédé, les délégués communautaires confirmaient à l'unanimité leur position de début juillet.

Pascal Halbedel
pascal.halbedel@voixdumidi.fr